

GE_GERICHTE ATAS/438/2020 vom 5. Juni 2020

GE Cour de justice, 2020-06-05, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_438_2020

FR: GE_GERICHTE ATAS/438/2020 du 5 juin 2020

IT: GE_GERICHTE ATAS/438/2020 del 5 giugno 2020

Erwägungen

E. 1

Conformément à l'art. 134 al. 1 let. a ch. 5 de la loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre 2010 (LOJ - E 2 05), la chambre des assurances sociales de la Cour de justice connaît en instance unique des contestations prévues à l'art. 56 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales du 6 octobre 2000 (LPGA - RS 830.1) relatives à la loi fédérale sur l'assurance-accidents, du 20 mars 1981 (LAA - RS 832.20). Sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie.

E. 2

Déposé dans les forme et délai prévus par la loi, le recours est recevable (art. 56ss LPGA). Les conclusions du recourant tendant à la constatation de certains points ne sont en revanche pas recevables, dès lors que de telles conclusions ne sont admissibles que s'il existe un intérêt juridique ou de fait digne de protection à ce qu'elles soient

A/2925/2019 - 11/21 - accordées, qui ne peut être pleinement sauvegardé par une conclusion formatrice (arrêt du Tribunal fédéral 9C_105/2016 du 5 avril 2016 consid. 1.1). En l'espèce, ces conclusions n'ont quoi qu'il en soit qu'un caractère préparatoire par rapport aux conclusions condamnatoires prises par le recourant.

E. 3

Le litige, tel que circonscrit par la décision sur opposition et les conclusions du recours, porte sur le droit à la rente du recourant, plus particulièrement le taux d'abattement appliqué sur le revenu d'invalidé.

E. 4

L'assurance-accidents est en règle générale tenue d'allouer ses prestations en cas d'accident professionnel ou non professionnel en vertu de l'art. 6 al. 1 LAA. Par accident, on entend toute atteinte dommageable, soudaine et involontaire, portée au corps humain par une cause extérieure extraordinaire qui compromet la santé physique ou mentale (art. 4 LPGA). La responsabilité de l'assureur-accident s'étend, en principe, à toutes les conséquences dommageables qui se trouvent dans un rapport de causalité naturelle avec l'événement assuré (ATF 119 V 335 consid. 1).

E. 5

Si l'assuré est invalide (art. 8 LPGA) à 10 % au moins par suite d'un accident, il a droit à une rente d'invalidité (art. 18 al. 1 LAA). L'art. 8 LPGA précise qu'est réputée invalidité l'incapacité de gain totale ou partielle qui est présumée permanente ou de longue durée. Est réputée incapacité de gain toute diminution de l'ensemble ou d'une partie des possibilités de gain de l'assuré sur un marché du travail équilibré dans son domaine d'activité, si cette diminution résulte d'une atteinte à sa santé physique, mentale ou psychique et qu'elle

persiste après les traitements et les mesures de réadaptation exigibles (art. 7 LPGA). Pour évaluer le taux d'invalidité, le revenu que l'assuré aurait pu obtenir s'il n'était pas invalide est comparé avec celui qu'il pourrait obtenir en exerçant l'activité qui peut raisonnablement être exigée de lui après les traitements et les mesures de réadaptation, sur un marché du travail équilibré (art. 16 LPGA). À teneur de l'art. 19 al. 1 LAA, le droit à la rente prend naissance dès qu'il n'y a plus lieu d'attendre de la continuation du traitement médical une sensible amélioration de l'état de l'assuré et que les éventuelles mesures de réadaptation de l'assurance-invalidité ont été menées à terme. Le droit au traitement médical et aux indemnités journalières cesse dès la naissance du droit à la rente. La loi ne précise pas ce qu'il faut entendre par « une sensible amélioration de l'état de l'assuré ». Eu égard au fait que l'assurance-accident est avant tout destinée aux personnes exerçant une activité lucrative (cf. art. 1a et 4 LAA), ce critère se déterminera notamment en fonction de la diminution ou disparition escomptée de l'incapacité de travail liée à un accident. L'ajout du terme « sensible » par le législateur tend à spécifier qu'il doit s'agir d'une amélioration significative, un progrès négligeable étant insuffisant (ATF 134 V 109 consid. 4.3). Ainsi, ni la simple possibilité qu'un traitement médical donne des résultats positifs, ni l'avancée minime que l'on peut attendre

A/2925/2019 - 12/21 - d'une mesure thérapeutique ne confèrent à un assuré le droit de recevoir de tels soins (arrêt du Tribunal fédéral des assurances U 244/04 du 20 mai 2005 consid. 2).

E. 6

a. Pour pouvoir calculer le degré d'invalidité, l'administration ou l'instance de recours a besoin de documents que le médecin ou d'autres spécialistes doivent lui fournir. La tâche du médecin consiste à porter un jugement sur l'état de santé et à indiquer dans quelle mesure et pour quelles activités l'assuré est incapable de travailler. En outre, les données médicales constituent un élément utile pour déterminer quels travaux on peut encore, raisonnablement, exiger de l'assuré (ATF 125 V 256 consid. 4 ; ATF 115 V 133 consid. 2). Ces données médicales permettent généralement une appréciation objective du cas. Elles l'emportent sur les constatations qui peuvent être faites à l'occasion d'un stage d'observation professionnelle, lesquelles sont susceptibles d'être influencées par des éléments subjectifs liés au comportement de l'assuré pendant le stage (arrêt du Tribunal fédéral des assurances I 762/02 du 6 mai 2003 consid. 2.2). b. Selon le principe de libre appréciation des preuves, pleinement valable en procédure judiciaire de recours dans le domaine des assurances sociales (cf. art. 61 let. c LPGA), le juge n'est pas lié par des règles formelles, mais doit examiner de manière objective tous les moyens de preuve, quelle qu'en soit la provenance, puis décider si les documents à disposition permettent de porter un jugement valable sur le droit litigieux. En cas de rapports médicaux contradictoires, le juge ne peut trancher l'affaire sans apprécier l'ensemble des preuves et sans indiquer les raisons pour lesquelles il se fonde sur une opinion médicale et non pas sur une autre. L'élément déterminant pour la valeur probante d'un rapport médical n'est ni son origine, ni sa désignation, mais son contenu. À cet égard, il convient que les points litigieux importants aient fait l'objet d'une étude fouillée, que le rapport se fonde sur des examens complets, qu'il prenne également en considération les plaintes exprimées, qu'il ait été établi en pleine connaissance du dossier (anamnèse), que la description des interférences médicales soit claire et enfin que les conclusions de l'expert soient bien motivées (ATF 125 V 351 consid. 3 ; ATF 122 V 157 consid. 1c). c. Sans remettre en cause le principe de la libre appréciation des preuves, le

Tribunal fédéral a posé des lignes directrices en ce qui concerne la manière d'apprécier certains types d'expertises ou de rapports médicaux. Ainsi, lorsqu'au stade de la procédure administrative, une expertise confiée à un médecin indépendant est établie par un spécialiste reconnu, sur la base d'observations approfondies et d'investigations complètes, ainsi qu'en pleine connaissance du dossier, et que l'expert aboutit à des résultats convaincants, le juge ne saurait les écarter aussi longtemps qu'aucun indice concret ne permet de douter de leur bien-fondé (ATF 125 V 351 consid. 3b/bb). S'agissant de la valeur probante des rapports établis par les médecins traitants, le juge peut et doit tenir compte du fait que, selon l'expérience, le médecin traitant est généralement enclin, en cas de doute, à prendre parti pour son patient en raison de la relation de confiance qui

A/2925/2019 - 13/21 - l'unit à ce dernier. Ainsi, la jurisprudence accorde plus de poids aux constatations faites par un spécialiste qu'à l'appréciation de l'incapacité de travail par le médecin de famille (ATF 125 V 351 consid. 3b/cc et les références). Au surplus, on ne saurait remettre en cause une expertise ordonnée par l'administration ou un juge et procéder à de nouvelles investigations du seul fait qu'un ou plusieurs médecins traitants ont une opinion contradictoire. Il n'en va différemment que si ces médecins font état d'éléments objectivement vérifiables ayant été ignorés dans le cadre de l'expertise et qui sont suffisamment pertinents pour remettre en cause les conclusions de l'expert (arrêt du Tribunal fédéral 9C_405/2008 du 29 septembre 2008 consid. 3.2).

E. 7

L'art. 16 LPGa prévoit que, pour évaluer le taux d'invalidité, le revenu que l'assuré aurait pu obtenir s'il n'était pas invalide est comparé avec celui qu'il pourrait obtenir en exerçant l'activité qui peut raisonnablement être exigée de lui après les traitements et les mesures de réadaptation. Il s'agit là de la méthode dite de comparaison des revenus, qu'il convient d'appliquer aux assurés exerçant une activité lucrative (ATF 128 V 29 consid. 1). Pour procéder à la comparaison des revenus, il convient en principe de se placer au moment de la naissance du droit à la rente (ATF 128 V 174 consid. 4a). L'évaluation de l'invalidité s'effectue à l'aune d'un marché équilibré du travail. Cette notion, théorique et abstraite, sert de critère de distinction entre les cas tombant sous le coup de l'assurance-chômage et ceux qui relèvent de l'assurance-accidents. Elle présuppose un équilibre entre l'offre et la demande de main d'œuvre d'une part et un marché du travail structuré permettant d'offrir un éventail d'emplois diversifiés, tant au regard des sollicitations intellectuelles que physiques d'autre part (ATF 110 V 273 consid. 4b). Le caractère irréaliste des possibilités de travail doit alors découler de l'atteinte à la santé, puisqu'une telle atteinte est indispensable à la reconnaissance de l'invalidité (art. 7 et 8 LPGa), et non de facteurs psychosociaux ou socioculturels qui sont étrangers à la définition juridique de l'invalidité (arrêt du Tribunal fédéral 9C_286/2015 du 12 janvier 2016 consid. 4.2 et les références). Le revenu sans invalidité se détermine en établissant au degré de la vraisemblance prépondérante ce que l'intéressé aurait effectivement pu réaliser au moment déterminant s'il était en bonne santé (ATF 129 V 222 consid. 4.3.1). Ce revenu doit être évalué de manière aussi concrète que possible si bien qu'il convient, en règle générale, de se référer au dernier salaire que l'assuré a obtenu avant l'atteinte à sa santé, en tenant compte de l'évolution des salaires (arrêt du Tribunal fédéral des assurances I 428/06 du 25 mai 2007 consid. 7.3.3.1). Ce n'est qu'en présence de circonstances particulières qu'il peut se justifier qu'on s'en écarte et qu'on recoure aux données statistiques résultant des ESS éditées par l'Office fédéral de la statistique. Tel sera le cas lorsqu'on ne dispose d'aucun renseignement au sujet de la

dernière activité professionnelle de l'assuré ou si le dernier salaire que celui-ci a perçu ne correspond manifestement pas à ce qu'il aurait été en mesure de réaliser, selon toute vraisemblance, en tant que personne valide ; par exemple, lorsqu'avant

A/2925/2019 - 14/21 - d'être reconnu définitivement incapable de travailler, l'assuré était au chômage ou rencontrait d'ores et déjà des difficultés professionnelles en raison d'une dégradation progressive de son état de santé ou encore percevait une rémunération inférieure aux normes de salaire usuelles (arrêt du Tribunal fédéral des assurances I 168/05 du 24 avril 2006 consid. 3.3). Pour déterminer le revenu d'invalidé de l'assuré, il faut en l'absence d'un revenu effectivement réalisé se référer aux données salariales, telles qu'elles résultent des ESS (ATF 126 V 75 consid. 3b). Le Tribunal fédéral a à plusieurs reprises admis que le revenu d'invalidé soit fixé en référence au revenu tiré d'activités simples et répétitives (niveau 4 jusqu'à l'ESS 2010 et niveau 1 dès l'ESS 2012), même dans le cas d'activités monomanuelles légères (arrêts du Tribunal fédéral 9C_633/2016 du 28 décembre 2016 consid. 4.3 et 8C_670/2015 du 12 février 2016 consid. 4.3). En effet, cette valeur statistique s'applique à tous les assurés qui ne peuvent plus accomplir leur ancienne activité parce qu'elle est physiquement trop astreignante pour leur état de santé, mais qui conservent néanmoins une capacité de travail importante dans des travaux légers (arrêt du Tribunal fédéral 9C_692/2015 du 23 février 2016 consid. 3.1). Selon la jurisprudence, l'exercice d'une activité non qualifiée exclusivement monomanuelle n'est pas considéré comme irréaliste sur un marché équilibré du travail (cf. arrêts du Tribunal fédéral 9C_633/2016 du 28 décembre 2016 consid. 4.3 et 8C_670/2015 du 12 février 2016 consid. 4.3).

E. 8

Il y a lieu de procéder à une réduction des salaires statistiques lorsqu'il résulte de l'ensemble des circonstances personnelles et professionnelles du cas particulier (limitations liées au handicap, âge, années de service, nationalité ou catégorie d'autorisation de séjour et taux d'occupation) que le revenu que pourrait réaliser l'assuré en mettant en valeur sa capacité résiduelle de travail est inférieur à la moyenne. Un abattement global maximal de 25 % permet de tenir compte des différents éléments qui peuvent influencer le revenu d'une activité lucrative (ATF 126 V 75 consid. 5b). L'abattement ne peut résulter de déductions distinctes pour des facteurs séparés à prendre en considération. Une telle fragmentation n'est pas compatible avec une évaluation globale des effets des empêchements sur le revenu d'invalidé qui suppose un examen des facteurs considérés dans leur ensemble et non pas une addition schématique de pourcentages (arrêt du Tribunal fédéral 9C_751/2011 du 30 avril 2012 consid. 4.2.2). Il n'est pas justifié de quantifier séparément chacun des facteurs de réduction entrant en ligne de compte et de les additionner, car on perdrait ainsi de vue les effets réciproques (ATF 126 V 75 consid. 5b/bb). Savoir s'il y a lieu de procéder à un abattement sur le salaire statistique en raison de circonstances particulières liées au handicap de la personne ou d'autres facteurs est une question de droit. L'étendue de l'abattement du salaire statistique dans un cas concret constitue en revanche une question relevant du pouvoir d'appréciation (arrêt

A/2925/2019 - 15/21 - du Tribunal fédéral 9C_633/2016 du 28 décembre 2016 consid. 5.2). Il y a excès ou abus du pouvoir d'appréciation si l'autorité cantonale a retenu des critères inappropriés, n'a pas tenu compte de circonstances pertinentes, n'a pas procédé à un examen complet des circonstances pertinentes ou n'a pas usé de critères objectifs (ATF 130 III 176 consid. 1.2 ; arrêt du Tribunal fédéral 9C_847/2018 du 2 avril 2019 consid. 6.2.3). Les

tribunaux cantonaux des assurances au sens de l'art. 57 LPGA, qui constituent l'autorité de recours ordinaire dans la très grande majorité des cas relevant des assurances sociales, doivent disposer d'un pouvoir d'examen identique à celui du Tribunal administratif fédéral, et ce notamment au regard du principe constitutionnel de l'égalité de traitement de tous les assurés. Cela s'impose d'autant plus que le domaine des assurances sociales comprend de nombreuses situations - dont l'abattement sur le revenu d'invalidé en matière d'assurance-invalidité constitue un exemple flagrant - dans lesquelles l'administration dispose d'une marge d'appréciation importante, dont l'application doit pouvoir être contrôlée par l'autorité de recours de première instance (ATF 137 V 71 consid. 5.2). Contrairement au pouvoir d'examen du Tribunal fédéral, celui de l'autorité judiciaire de première instance n'est ainsi pas limité dans ce contexte à la violation du droit (y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation), mais s'étend également à l'opportunité de la décision administrative (« Angemessenheits- kontrolle »). En ce qui concerne l'opportunité de la décision en cause, l'examen porte sur le point de savoir si une autre solution que celle que l'autorité a adoptée dans un cas concret dans le cadre de son pouvoir d'appréciation et en respectant les principes généraux du droit n'aurait pas été plus judicieuse quant à son résultat. À cet égard, le juge des assurances sociales ne peut sans motif pertinent substituer sa propre appréciation à celle de l'administration. Il doit s'appuyer sur des circonstances de nature à faire apparaître sa propre appréciation comme la mieux appropriée (arrêts du Tribunal fédéral 9C_690/2016 du 27 avril 2017 consid. 3.2 et 9C_855/2014 du 7 août 2015 consid. 4.2 et 4.3). Ainsi, lorsque la juridiction cantonale examine l'usage qu'a fait l'administration de son pouvoir d'appréciation pour fixer l'étendue de l'abattement sur le revenu d'invalidé, elle doit porter son attention sur les différentes solutions qui s'offraient à l'OAI et voir si un abattement plus ou moins élevé serait mieux approprié et s'imposerait pour un motif pertinent, sans toutefois substituer sa propre appréciation à celle de l'administration (arrêt du Tribunal fédéral 9C_637/2014 du 6 mai 2015 consid. 4.2).

E. 9

On peut rappeler les principes suivants s'agissant des différents facteurs devant être pris en considération dans la fixation de l'abattement. Le manque de formation n'est pas déterminant dès lors qu'il s'agit d'un facteur étranger à l'invalidité (arrêt du Tribunal fédéral 9C_474/2010 du 11 avril 2011 consid. 3.2). Des connaissances linguistiques limitées sont également un facteur étranger à l'invalidité (arrêt du Tribunal fédéral 9C_344/2015 du 25 novembre 2015 consid. 2.3). En outre, les activités simples et répétitives

A/2925/2019 - 16/21 - correspondant aux niveaux 4 jusqu'à l'ESS 2010 et au niveau 1 dès l'ESS 2012 ne supposent par définition pas de bonnes connaissances linguistiques (arrêt du Tribunal fédéral 9C_426/2014 du 18 août 2014 consid. 4.2). Le manque d'expérience d'un assuré dans une nouvelle profession ne constitue pas non plus un facteur susceptible de jouer un rôle significatif sur ses perspectives salariales, lorsque les activités adaptées envisagées (simples et répétitives de niveau de compétence 1) ne requièrent ni formation, ni expérience professionnelle spécifique. En outre, tout nouveau travail va de pair avec une période d'apprentissage, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'effectuer un abattement à ce titre (arrêt du Tribunal fédéral 8C_131/2018 du 25 juillet 2018 consid. 5.2). S'agissant du critère des années de service, il a pour but de tenir compte du fait qu'une personne qui débute dans une entreprise ne réalise en général pas un salaire moyen (Ulrich MEYER / Marc REICHMUTH, Rechtsprechung des Bundesgerichts zum IVG, 3ème éd. 2014, n. 108 ad

art. 28a). À titre d'exemple, le Tribunal fédéral a retenu que ce facteur justifiait une déduction de 5 % dans le cas d'une assurée âgée de 46 ans (arrêt du Tribunal fédéral 9C_160/2014 du 30 juin 2014 consid. 5.3). Toutefois, les années de service ne constituent pas le seul critère de fixation du salaire dans une nouvelle profession, l'expérience acquise lors des précédentes activités professionnelles a une influence tout aussi importante. En outre, l'incidence des années de service est moins élevée lorsque le profil d'exigences est bas. Ce paramètre n'est pas pertinent s'agissant des activités de niveau 1 (ou 4 avant 2012) de l'ESS (arrêt du Tribunal fédéral 9C_874/2014 du 2 septembre 2015 consid. 3.3.2 et les références). En ce qui concerne l'autorisation de travail, notre Haute Cour a rappelé qu'un assuré de nationalité française résidant en France a le droit d'exercer une activité économique en Suisse et ne peut être traité différemment des travailleurs suisses en raison de sa nationalité, notamment en matière de rémunération, conformément au droit international et en particulier à l'art. 9 par. 1 de l'annexe I à l'Accord entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes (ALCP – RS 0.142.112.681). Ainsi, un assuré français résidant en France ne subit pas d'emblée un désavantage par rapport à un travailleur suisse du fait de sa nationalité et de sa qualité de frontalier. Dès lors, une déduction sur le salaire statistique n'est pas justifiée (arrêt du Tribunal fédéral 8C_610/2017 du 3 avril 2018 consid. 4.4). Le Tribunal fédéral n'a jusqu'ici pas tranché le point de savoir si, en matière d'assurance-accidents, l'âge constitue un critère d'abattement ou si son influence sur la capacité de gain doit être prise en compte uniquement dans le cadre de la réglementation particulière de l'art. 28 al. 4 de l'ordonnance sur l'assurance-accidents (OLAA – RS 832.202) (arrêt du Tribunal fédéral 8C_122/2019 du 10 septembre 2019 consid. 4.3.2). Il a cependant relevé, s'agissant d'un assuré âgé de 56 ans au moment de l'ouverture du droit à la rente, que les conditions pour une déduction liée à l'âge n'étaient en toute hypothèse pas remplies

A/2925/2019 - 17/21 - (arrêt du Tribunal fédéral 8C_878/2018 du 21 août 2019 consid. 5.3.1 et les références). En ce qui concerne les limitations fonctionnelles, il est notoire que les personnes atteintes dans leur santé, qui présentent des limitations même pour accomplir des activités légères, sont désavantagées sur le plan de la rémunération par rapport aux travailleurs jouissant d'une pleine capacité de travail et pouvant être engagés comme tels; ces personnes doivent généralement compter sur des salaires inférieurs à la moyenne (ATF 124 V 321 consid. 3b/bb ; arrêt du Tribunal fédéral 9C_371/2013 du 22 août 2013 consid. 5.3). Dans le cas d'un peintre en bâtiment s'étant cassé les deux poignets, ne pouvant reprendre une activité manuelle nécessitant l'usage en force et répétitif des deux poignets mais à même de travailler à plein temps dans toute activité légère, de service administratif, de vente au détail sans manipulation répétitive ou dans une activité de type transport de personnes avec un véhicule automatique, âgé de 54 ans, le Tribunal fédéral a confirmé l'abattement de 15 % appliqué par l'assurance-invalidité pour tenir compte à la fois de l'âge et des limitations fonctionnelles (arrêt du Tribunal fédéral 8C_175/2017 du 30 octobre 2017 consid. 6.2.2). Il a également confirmé la réduction de 15 % sur le revenu d'invalidité par l'OAI dans le cas d'un assuré âgé de 59 ans, qui disposait d'une pleine capacité de travail dans une activité sans mouvement répétitif ou d'effort du membre supérieur droit (arrêt du Tribunal fédéral 9C_839/2017 du 24 avril 2018 consid. 6.3). S'agissant d'un assuré présentant des limitations fonctionnelles découlant d'une atteinte à l'épaule et à la cheville, l'abattement de 10 %, justifié uniquement par dites limitations, a également été confirmé (ATF 137 V 71 consid. 5.3).

E. 10

En l'espèce, en ce qui concerne l'activité exigible retenue par l'intimée, on relève en premier lieu que le recourant ne conteste pas la capacité de travail complète dans une activité adaptée que lui ont reconnue les médecins de la CRR. Il n'existe du reste aucun élément justifiant que l'on s'en écarte, les médecins traitants n'ayant pas émis de conclusions remettant en cause cette appréciation. S'agissant en revanche de la nature de cette activité, le recourant croit voir plusieurs discrédances entre les constatations des ateliers professionnels et les limitations retenues par les médecins de la CRR. À ce sujet, il convient de noter que les activités « Inventaire » et « Photopearls » réalisées lors de l'évaluation dans les ateliers professionnels sont légères et adaptées à l'atteinte du recourant. Les difficultés qu'il y a rencontrées ne peuvent dès lors pas s'expliquer par les atteintes résultant de l'accident, si bien qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte. Quant à l'activité « Caisse à boulons », sa description suscite certes quelques doutes sur sa compatibilité avec les limitations résultant de l'atteinte à l'épaule du recourant, puisqu'elle semble impliquer des mouvements répétitifs du membre supérieur droit. Cependant, dès lors que les médecins ont

A/2925/2019 - 18/21 - notamment exclu les activités répétitives avec le membre supérieur droit en porte-à-faux, on ne peut leur reprocher de ne pas avoir tenu compte des problèmes que le recourant éprouve à mobiliser son épaule. Ils ont également limité le port de charges du sol à la taille et de la taille à la tête en fonction de l'atteinte objectivement constatée. Ainsi, les douleurs et la mobilité restreinte du recourant ont bien été prises en compte dans la mesure objectivement justifiée par l'atteinte, étant rappelé que dans ce cadre, c'est l'appréciation des médecins qui prévaut, et non la faculté subjective du recourant, qui découle selon la physiothérapeute de la CRR partiellement d'une auto-limitation. De plus, les douleurs rapportées après trente minutes de bricolage et durant le port de charges sont décrites non pas lors de l'examen des médecins, mais dans le cadre des plaintes du recourant, si bien qu'il ne s'agit pas d'observations cliniques objectivées. Quant à la capacité à travailler quatre heures dans les ateliers professionnels relatée dans le rapport de la CRR, elle correspond simplement à la durée d'observation, et non à une restriction temporelle de la capacité de travail du recourant. On soulignera par ailleurs que s'agissant des limitations fonctionnelles, les médecins traitants n'ont pas non plus pris de conclusions divergentes par rapport à celles de la CRR. En particulier, le Dr D_____ ne s'est pas prononcé de manière détaillée à ce sujet. Cependant, dans la mesure où il admet une capacité de travail partielle dans l'activité antérieure du recourant, son appréciation des limitations fonctionnelles paraît moins restrictive que celle des Drs G_____, H_____ et F_____, qui ont définitivement exclu la reprise de cette activité. On doit du reste relever que l'assuré a pu mener à bien les activités durant le stage accompli au sein de K_____ sans difficultés particulières, et son travail et son engagement y ont d'ailleurs fait l'objet d'éloges. La réserve liée au port de charges lourdes n'est pas un élément nouveau, cette limitation étant admise par les Drs G_____ et H_____. Compte tenu de ces éléments, les critiques du recourant quant aux limitations fonctionnelles retenues par l'intimée ne résistent pas à l'examen, et c'est à juste titre que cette dernière a fondé le calcul du degré d'invalidité du recourant sur une pleine capacité de travail sans diminution de rendement dans une activité adaptée. Dès lors que le rapport des médecins de la CRR doit se voir reconnaître une pleine valeur probante, la chambre de céans ne donnera pas suite à la requête d'expertise du recourant, par appréciation anticipée des preuves (ATF 130 II 425 consid. 2.1).

E. 11

Il y a lieu à présent d'examiner le calcul du degré d'invalidité auquel a procédé l'intimée. En préambule, on notera que si la notion d'invalidité définie à l'art. 8 LPGA est en principe identique en matière d'assurance-accidents, d'assurance militaire et d'assurance-invalidité (ATF 126 V 288 consid. 2d ; arrêt du Tribunal fédéral des assurances I 853/05 du 28 décembre 2006 consid. 4.1.1), l'assurance-accidents n'est notamment pas liée par l'appréciation de l'assurance-invalidité lorsque

A/2925/2019 - 19/21 - celle-ci n'a pas fait l'objet d'une décision entrée en force (cf. arrêts du Tribunal fédéral des assurances U 406/01 du 28 novembre 2002 consid. 1.2 et U 259/00 du

E. 16

mars 2001 consid. 5b). L'intimée n'avait ainsi pas à suivre le calcul de l'OAI, dont la décision est postérieure à la sienne. Le recourant critique le calcul du degré d'invalidité auquel a procédé l'intimée, et en particulier l'abattement appliqué au revenu d'invalidité. Or, il n'existe dans le cas d'espèce pas d'autres facteurs de réduction que celui lié aux limitations fonctionnelles, au regard des arrêts cités ci-dessus. En effet, le recourant n'a pas atteint un âge avancé au sens de la jurisprudence rendue en matière d'assurance-accidents, de sorte que la question d'un abattement à ce titre peut rester ouverte. Le statut de frontalier ne doit pas non plus conduire à une déduction, conformément à la jurisprudence citée. Quant au critère linguistique, le recourant maîtrise le français. Il s'agit de plus d'un facteur étranger à l'invalidité. C'est également en vain que le recourant invoque sa situation familiale et ses obligations éducatives. En premier lieu, ce critère n'est pas pertinent en matière de réduction des salaires statistiques. En outre, la fille cadette du recourant est devenue majeure en août 2019, si bien qu'on voit mal en quoi cet élément, fût-il pertinent, pourrait influencer à la baisse le revenu du recourant. Cela étant, l'abattement de 5 % pour tenir compte des limitations fonctionnelles apparaît pour le moins sévère eu égard à la casuistique rappelée ci-dessus. Pour des motifs d'égalité de traitement entre assurés, une déduction de 10 % paraît appropriée. Cela étant, même une déduction d'une telle quotité ne suffit pas à ouvrir le droit à la rente, comme le révèle le calcul suivant. Le revenu sans invalidité retenu par l'intimée, soit CHF 66'921.95, correspond au montant communiqué par l'employeur en mars 2019, et il n'y a pas de motif de s'en écarter. Quant au revenu après invalidité, c'est à juste titre que l'intimée l'a fondé sur le salaire statistique tiré des activités simples et répétitives, tous secteurs confondus, soit la ligne Total du TA_1_skill_level de l'ESS 2016. En effet, comme cela ressort de la jurisprudence citée, cette valeur s'applique même lorsque seules des activités monomanuelles – soit bien plus restreintes que celles que le recourant est à même d'exercer – sont possibles. Il s'agit ainsi de CHF 5'340.- par mois, soit CHF 64'080.- par an. En ce qui concerne l'évolution des salaires et la durée normale de travail, les chiffres pour 2019 n'ont pas encore été publiés par l'Office fédéral de la statistique. Toutefois, même en s'en tenant à l'évolution nominale des salaires jusqu'en 2018 seulement – ce qui s'avère favorable au recourant – et en extrapolant ce revenu à la

A/2925/2019 - 20/21 - durée normale de travail de 41.7 heures, stable depuis 2012, le revenu avec invalidité est de CHF 67'406.-. La comparaison des revenus aboutit ainsi à une perte de gain de 9.35 %, qu'il y a lieu d'arrondir au pourcent inférieur selon les règles mathématiques (ATF 130 V 121 consid. 3.2). Ce taux reste insuffisant pour ouvrir le droit à une rente. La décision de l'intimée doit ainsi être confirmée dans son résultat. 12. Le recours est rejeté. Le recourant, qui succombe, n'a pas droit à des dépens (art. 61 let. g

LPGA). Pour le surplus, la procédure est gratuite (art. 61 let. a LPGA). * * * * *

A/2925/2019 - 21/21 - PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES
SOCIALES : Statuant À la forme :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.